



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction Départementale des Territoires
et de la Mer des Alpes-Maritimes
Service Eau – Risques

NRef : DDTM-SER-PR-AP n°2014-034

ARRETE PREFECTORAL

portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements de terrain, de la commune de Breil-sur-Roya

Le Préfet des Alpes-Maritimes,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu les articles L.562-1 à L.562-9 du code de l'environnement relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Vu les articles R.562-1 à R.562-12 du code de l'environnement relatifs à la procédure et à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Vu les articles R.123-1 et suivants R.123-6 à R.123-23 du code de l'environnement relatifs à la procédure et au déroulement de l'enquête publique,

Vu le décret n°2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Vu l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2010 prescrivant l'établissement du plan de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements de terrain de la commune de Breil-sur-Roya,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2013 prescrivant l'enquête publique du plan de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements de terrain de la commune de Breil-sur-Roya,

Vu les avis des personnes publiques associées et l'avis défavorable du commissaire enquêteur en date du 7 mars 2014,

Considérant que les avis reçus et les observations déposées lors de l'enquête publique justifient des modifications limitées du projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements de terrain soumis à enquête publique,

Considérant que ces modifications ne remettent pas en cause l'économie générale du plan,

Sur la proposition du Secrétaire général de la Préfecture des Alpes-Maritimes,

A R R E T E

Article 1er : Approbation

- I. Est approuvé le plan de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements de terrain de la commune de Breil-sur-Roya tel qu'annexé au présent arrêté.
- II. Ce plan est tenu à la disposition du public :
 - 1 – à la mairie de Breil-sur-Roya, tous les jours ouvrables, aux heures habituelles d'ouverture de la mairie,
 - 2 – au siège du syndicat mixte pour l'élaboration et la gestion du SCoT de la Riviera Française et de la Roya,
 - 3 – au pôle risques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer au centre administratif départemental de Nice tous les jours du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h00.
 - 4 – à la préfecture, aux heures habituelles d'ouverture au public.

III. Le plan de prévention des risques naturels prévisibles comporte :

- un rapport de présentation,
- un dossier de risque de mouvements de terrain composé de :
 - un règlement,
 - deux documents graphiques à l'échelle 1/5000 constituant le zonage réglementaire,
 - deux documents graphiques à l'échelle 1/5000 constituant la carte des aléas de mouvements de terrain,
- un dossier annexe composé de la carte des enjeux, la carte des pentes et la carte géologique,
- l'arrêté préfectoral en date du 30 novembre 2010 prescrivant l'établissement du plan de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements de terrain sur le territoire de la commune de Breil-sur-Roya,
- le présent arrêté.

Article 2 : Mesures de publicité

Le présent arrêté fera l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'État dans le département, ainsi que dans le journal local ci-après désigné : «Nice Matin».

Une copie de l'arrêté sera affichée en mairie de Breil-sur-Roya pendant un mois au minimum, ainsi qu'au siège du Syndicat mixte pour l'élaboration et la gestion du SCoT de la Riviera Française et de la Roya.

Article 3 : Copies pour information

Des copies du présent arrêté seront adressées à :

- Monsieur le maire de la commune de Breil-sur-Roya,
- Monsieur le président du Syndicat mixte pour l'élaboration et la gestion du SCoT de la Riviera Française et de la Roya,
- Madame la Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, direction générale de la prévention des risques,
- Monsieur le président du Conseil général des Alpes-Maritimes,
- Monsieur le président du Conseil régional Provence Alpes-Côte d'Azur,

- Monsieur le président de la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes,
- Monsieur le président de la délégation de la région Provence Alpes-Côte d'Azur auprès du Centre national de la propriété forestière,
- Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'azur,
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer,
- Service interministériel de la défense et de protection civile,
- Chambre départementale des notaires des Alpes-Maritimes.

Article 4 : Délai de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de l'exécution de l'ensemble des formalités prévues à l'article 2 ; la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 5 : Exécution du présent arrêté

Le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de Breil-sur-Roya, le président du syndicat mixte pour l'élaboration et la gestion du SCoT de la Riviera Française et de la Roya, le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Nice, le 26 JAN. 2015



Adolphe COLRAT